

Karim Tabbou accuse Emmanuel Macron de mauvaise foi et d'hypocrisie politique

Le coordinateur de l'Union démocratique et sociale (UDS), M Karim Tabbou a publié lundi, une longue lettre dans laquelle il charge violement le président français Emmanuel Macron. Commentant les propos de ce dernier sur la situation en Algérie, Tabbou tire avec l'artillerie lourde.

Il accuse clairement Emmanuel Macron de ''mauvaise foi'' et ''d'hypocrisie politique''. ''Excusez-moi de rompre les usages diplomatiques en m'adressant directement à vous par le biais de cette lettre. Je le fais pour une raison simple : vos propos sur l'Algérie dans l'entretien que vous avez accordé au journal « Jeune Afrique » ne me laisse guère indifférent ; non seulement ils démontrent que la position officielle de la France à l'égard de l'Algérie est restée inchangée, mais plus encore, ils réaffirment l'attachement viscéral des autorités françaises à l'idée que le pouvoir algérien reste et demeure un allié incontournable et prétendument seul garant de la stabilité de l'Algérie'', écrit Tabbou.

Pour ce dernier derrière la position de Macron se cache de ''façon pernicieuse'' l'idée que les pays du Sud en général et l'Algérie en particulier ''sont à portée de main, politiquement vulnérables et inaptes à la démocratie''. Pour la France, les régimes du Sud ne sont là que pour servir de postes avancés et de sous-traitants, accuse Tabbou.

Rien ne peut justifier le soutien du président français au régime algérien, estime le coordinateur de l'UDS. ''Votre appui affiché pour le régime algérien, un des plus liberticides de la Méditerranée, dévoile votre mauvaise foi et votre hypocrisie politique'', dit-il avant de d'ajouter : '' Votre soutien assumé au processus actuel dit de « transition » est une insupportable moquerie envers tous ces citoyens qui ont subi dans leur chair les plus graves injustices et l'arbitraire le plus abject. Pour avoir exprimé des opinions, de jeunes étudiants, des enseignants, des médecins et de simples citoyens se sont retrouvés abusivement poursuivis en justice, voir même emprisonnés. Ce que vous qualifiez de processus de transition n'est en réalité qu'une contre révolution inspirée et menée afin d'empêcher les Algériennes et les Algériens d'accéder à leur droit à l'autodétermination''.

[Lire la lettre](#)